



**ARRETE MUNICIPAL N° 2022 / 663**

**ARRÊTÉ AUTORISATION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC**

VU l'état des lieux ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;  
VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;  
VU le Code de la Voirie Routière ;  
VU le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R 418-1 et suivants ;  
VU le Code de l'Environnement ;  
VU les décrets n°2006-1657 et 2006-1658 du 21 décembre 2006/ Arrêté du 15 janvier 2007 ;

**Considérant la demande en date du 23/09/2022 de l'Entreprise ARTDEM DEMECO 39 Rue du 11 Novembre à DOUAI 59500, pour l'autorisation de stationnement d'un camion de déménagement, 9 Rue Jacques BREL, le 27 septembre 2022 soit 1 jour ;**

**ARRETE**

**Article 1 :**

**L'Entreprise ARTDEM DEMECO 39 Rue du 11 Novembre à DOUAI 59500, est autorisée à occuper le domaine public pour le stationnement d'un camion de déménagement, au 9 Rue Jacques BREL à Douges 62119, le 27 septembre 2022 soit 1 jour, à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux dispositions des règlements et arrêtés municipaux en vigueur à Douges et en outre, aux conditions spéciales suivantes :**

**Article 2 :**

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le **passage des piétons**.  
Dans l'impossibilité de préserver un passage pour les piétons, ceux-ci ont l'obligation d'utiliser le trottoir opposé à la zone des travaux, à charge pour le pétitionnaire de signaler la déviation piétonnière.  
Le stationnement des véhicules est interdit dans l'emprise de l'occupation du domaine Public.

**Article 3 :**

Le pétitionnaire sera entièrement responsable des dommages, des accidents qui pourraient survenir du fait de ses installations, le droit des tiers étant et demeurant réservés.

**Article 4 :**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable.  
**Elle est valable toute la journée du 27 septembre 2022.**

**Article 5 :**

L'autorisation peut être retirée ou la modification des installations exigée sans que le pétitionnaire puisse s'en prévaloir pour réclamer une indemnité.

Dans tous les cas, il devra remettre les lieux dans leur état primitif par ses soins, et à ses frais sans qu'il puisse prétendre, de ce fait, à aucune indemnité et dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté mettant fin à l'occupation.

Passé ce délai, en cas d'inexécution de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail sera exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

**Article 6 - Recours et annulation :**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois suivant sa publication ou sa notification et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département, conformément à l'article L 2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 7 - Publication et affichage :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Dourges.

**Article 8 :**

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie et Monsieur le Commissaire Général de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en Mairie et dont ampliation sera adressée à :

**L'Entreprise ARTDEM DEMECO 39 Rue du 11 Novembre à DOUAI 59500.**



A DOURGES, le 26 septembre 2022

Le Maire,

Tony FRANCONVILLE